

Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien

La nouvelle association de l'industrie des firmes de recherche marketing et de sondages, le Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC), prend son envol.

TORONTO, 15 octobre 2018 – Le *Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC)*, la nouvelle association de l'industrie représentant les firmes de recherche marketing et sondages, annonce officiellement le nouveau nom de l'association et prend des mesures concrètes pour soutenir les firmes de recherche et les programmes clés de l'association.

Depuis sa réunion inaugurale tenue le 30 août dernier, les membres du conseil intérimaire ont entrepris plusieurs mesures pour officialiser le statut de l'association. Le nouveau nom de celle-ci vise à reconnaître les méthodologies de recherche classiques et émergentes et à souligner le paysage de l'industrie en constante évolution.

La mise sur pied du CRIC fait suite à la dissolution de l'ARIM en juillet dernier, qui a laissé un grand vide dans l'industrie. Le conseil intérimaire souhaite tenir sa première réunion publique du conseil d'administration au cours du premier trimestre 2019.

Normes : En septembre dernier, le conseil intérimaire a voté en faveur de l'adoption des normes d'ESOMAR (*European Society for Opinion and Market Research*), l'association mondiale des professionnels des enquêtes d'opinion et des études marketing, dont la portée s'étend à 130 pays. Cette décision est conforme à l'approche adoptée par l'industrie canadienne par l'entremise de l'ARIM. Le CRIC veillera également à inclure des dispositions particulières appropriées pour remédier aux problèmes nationaux relatifs à la confidentialité, à la divulgation concernant les sondages politiques et aux préoccupations émergentes liées à l'utilisation de sources de données autres que celles provenant de sondages.

« *Le Canada a toujours entretenu des liens étroits avec ESOMAR, notamment parce qu'elle a participé à l'élaboration de ses normes mondiales* », a indiqué M. Barry Watson, coprésident du conseil intérimaire du CRIC et président et chef de la direction d'Environics Research. « *Cette décision nous permet de nous harmoniser et nous ouvrir au marché mondial.* »

La relation avec ESOMAR s'est davantage consolidée lors du congrès mondial d'ESOMAR – qui vient de prendre fin à Berlin, en Allemagne – où M. Watson a rencontré ses dirigeants pour discuter de la façon dont les deux organisations pourraient collaborer.

Désignation de PARM : Le conseil intérimaire a également décidé de mettre en œuvre d'importantes mesures afin de garantir la pérennité de la désignation de professionnel agréé en recherche marketing (Professionnel agréé en recherche marketing [PARM]). Le conseil du CRIC a choisi de soutenir l'initiative pilotée par M. Robert Wong, membre de l'ARIM et ancien coordonnateur de programme du programme d'analyste de la recherche de cycles supérieurs du collège Georgian et directeur de RMCG Inc. M. Wong a activement participé à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme de certification de l'ARIM et consulte actuellement des professionnels de la recherche qui ont obtenu la désignation de PARM pour déterminer les options de certification canadienne. D'autres détails seront fournis à la suite de l'avancée des travaux de M. Wong.

La désignation de PARM a également fait l'objet de discussions avec les dirigeants d'ESOMAR à l'occasion du congrès de Berlin; ceux-ci ont affirmé qu'ils soutiendraient et encourageraient la mise en œuvre d'un nouveau programme de PARM. Le « sceau d'approbation » d'ESOMAR confèrera un avantage considérable aux professionnels canadiens en raison de la reconnaissance internationale de la désignation de PARM.

Enregistrement des sondages : Le conseil intérimaire a également pris des mesures pour garantir la pérennité du Système d'enregistrement des sondages, qui a été laissé en suspens à la suite de la dissolution de l'ARIM. Le système permet aux citoyens de vérifier la légitimité des projets de recherche et de déposer des plaintes. Bien que l'avenir du système repose actuellement entre les mains des syndic en matière de faillite, le CRIC a pris des dispositions pour poursuivre le financement des activités du système jusqu'à ce que la procédure de faillite prenne fin. Le conseil intérimaire s'est également engagé à trouver une solution permanente et explore actuellement d'autres options.

Gouvernance : Le conseil intérimaire souhaite lancer officiellement les activités de l'association au début de la nouvelle année en tenant une réunion publique officielle du conseil d'administration au cours du premier trimestre 2019. Pour atteindre cet objectif, le CRIC a entrepris plusieurs mesures pour déterminer sa structure. M. Jim Pealow de l'AMCES a été chargé d'aider le conseil à prendre les principales décisions de gouvernance, comme celles relatives aux règlements administratifs et à la constitution en société. M. Pealow a agi à titre d'expert-conseil dans le cadre de la fusion des trois associations spécialisées en études de marché en vue de former l'ARIM en 2004.

Une fois que le CRIC sera officiellement constitué en société, l'adhésion à celle-ci sera ouverte à l'ensemble de l'industrie. Les détails du processus d'adhésion seront bientôt communiqués. Comme il a été annoncé précédemment, les membres devront s'engager à respecter les normes mondiales de l'industrie (c.-à-d. les normes de l'ESOMAR) et devront se soumettre à une vérification dans le cadre du processus de demande d'adhésion. Les membres du conseil intérimaire se sont tous engagés à se soumettre au processus de vérification.

Le conseil intérimaire demeurera en place jusqu'à ce que l'association soit officiellement mise sur pied. D'ici là, les membres du conseil communiqueront avec les firmes de recherche du marché canadien, soutiendront des options pour les professionnels indépendants et trouveront des solutions pour certaines initiatives comme le système d'enregistrement des sondages et la désignation de PARM.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec M. Greg Jodouin, Affaires publiques : 613 859-8390/gjodouin@paceconsulting.ca